



EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL FOR ENERGY

Directorate C - Renewables, Research and Innovation, Energy Efficiency
C.3 - Energy efficiency

Brussels, *11 June 2013*
ENER/PH/ld (2013) 2035993

M. Antonin Ferri
Conseiller Energie
Représentation Permanente
Place de Louvain 14
BE-1000 Bruxelles

Monsieur le Conseiller Energie,

La présente fait suite à votre lettre du 8 mai 2013 nous faisant parvenir le rapport des autorités françaises pour l'application de l'article 14, paragraphe 4 de la directive 2010/31/EU¹ sur la performance énergétique des bâtiments (DEPB-refonte).

Après analyse approfondie, ce rapport apporte de nombreux éclaircissements au document initialement annexé au plan d'actions en matière d'efficacité énergétique, lequel nous avait été transmis en juin 2011.

La description et l'évaluation de l'impact des mesures alternatives mises en œuvre par les autorités françaises satisfont aux exigences de fiabilités que la Commission avait exprimées dans sa demande de complément d'information datée du 8 août 2012.

La Commission considère que la périodicité retenue pour le scénario de référence (inspections périodiques régulières) est également satisfaisante (tous les deux ans).

En revanche, la Commission considère que l'étendue envisagée pour les inspections régulières se limite actuellement aux sous-systèmes de production de chaleur (chaudières).

Par conséquent, l'impact potentiel de l'inspection des systèmes de chauffage semble sous-évalué, omettant par exemple les possibilités d'amélioration de l'efficacité des parties accessibles de la distribution et de l'émission de chaleur dans les bâtiments, y compris pour les systèmes intégrant des chaudières de puissance supérieure à 400 kW.

Ce type d'amélioration (par exemple isolation des conduits de distribution traversant des volumes non-chauffés, remplacement de robinets thermostatiques défectueux, amélioration ou installation de dispositifs de régulation terminaux, etc.) présente des coûts limités qui peuvent s'avérer rapidement rentabilisés. De ce fait, les taux de passage à l'acte à la suite de recommandations faites par des experts qualifiés peuvent s'avérer élevés, avec des impacts sur les consommations supérieurs à ceux d'un simple entretien de la chaudière.

¹ JO, L.153 18/06/2010.

Par conséquent, la Commission demande aux autorités françaises de compléter son évaluation pour couvrir l'ensemble du périmètre établi par l'article 14, paragraphe 1, de la DEPB-refonte, c'est-à-dire toutes les parties accessibles de tous les systèmes utilisés pour chauffer les bâtiments dotés d'une chaudière d'une puissance nominale utile à des fins de chauffage de locaux de plus de 20 kW.

La période de neuf mois après notre première lettre date du 8 août 2012 étant écoulée, nous vous serions reconnaissant de nous faire parvenir ces éléments dans le délai de 10 semaines à compter de la présente lettre.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Conseiller, l'expression de ma considération distinguée.

A handwritten signature in black ink, reading "Paul Hodson". The script is cursive and fluid, with the first name "Paul" and the last name "Hodson" clearly distinguishable.

Paul Hodson